

Matière: Histoire - Rubrique: Histoire contemporaine

Chapitre: L'Etat d'Israël: politique, économie, société et culture

Thème: Multiculturalisme et intégration

Auteur: Michel Laffitte - Classe: Terminale

Titre: Du Melting-pot au multiculturalisme: les paradoxes d'une société israélienne en crise.



Observations du rédacteur

Ce cours s'adresse en priorité aux élèves de Terminale, leur programme d'histoire étant centré sur l'étude du monde après la Seconde Guerre mondiale.



Objectifs pédagogiques

- Connaître la situation politique, sociale et culturelle d'Israël.
 - Savoir pourquoi et comment la société israélienne a divergé de l'idéal d'assimilation porté par les pionniers du Yichouv, vers le multiculturalisme
 - Savoir analyser et comprendre les différences et les liens entre nationalité, culture et religion.
- Objectifs cognitifs:
 - Connaître les caractéristiques fondamentales des différentes communautés qui composent la société israélienne.



Pré-requis de l'élève

L'élève doit connaître:

- Les origines de la fondation de l'Etat d'Israël. (Voir notamment le cours consacré au sionisme).
- Les difficultés d'installation de cet Etat et les principales guerres menées pour sa survie.
- La géographie d'Israël: une carte doit permettre de repérer les principales agglomérations dans lesquelles la population juive est concentrée. D'abord le littoral où Tel-Aviv et Haïfa concentrent respectivement 1 700 000 et



Notes de
L'enseignant

600 000 habitants soit un total de 2 300 000, représentant environ un Israélien sur trois. L'intérieur, où se disputent les implantations arabes et juives, est dépourvu de grandes métropoles, à l'exception de Jérusalem.

- La nature des tensions entre communautés qui composent la société israélienne, ce qui peut ouvrir au débat.



Pré-requis de l'enseignant

L'enseignant doit connaître:

- La situation de la société israélienne divisée entre nations et cultures officiellement reconnues. Rien de commun avec le creuset républicain français issu de la Révolution de 1789 qui ne légitime qu'une seule nation. Les clivages au sein de la société israélienne sont si nombreux qu'on parle d'une mosaïque de nations qui ont leur représentation politique propre par le biais du scrutin proportionnel.
- La complexité d'une mosaïque sociale. Elle n'est pas seulement religieuses (entre Juifs, chrétiens et musulmans), mais aussi culturelle (entre Achkénazes et Sépharades, entre hommes et femmes au sein de chacune des communautés), sociale (les écarts de niveaux de vie entre communautés et au sein d'une même communauté), politique (entre laïcs et orthodoxes, entre les divers courants socialistes et les droites). Cette mosaïque sociale se caractérise par une instabilité fondée sur la démographie: les flux migratoires et les différences de croissance naturelle nourrissent la hantise des Juifs israéliens de devenir minoritaires.



Difficultés envisagées

Il faut inscrire cette étude dans le contexte politique, économique, social et démographique de la société israélienne dont l'évolution ne correspond pas au schéma tracé par les pères fondateurs. Loin d'être une nation homogène, Israël a connu une diversité sociale et culturelle qui n'a cessé de s'amplifier, jusqu'à l'apparition de puissants communautarismes au sein même de la population juive.

Il faut aussi faire attention à ne pas tomber dans la caricature d'une société dont les différentes communautés sont crispées sur leurs identités collectives. L'individualisme, les valeurs laïques de tolérance, stimulées par la libéralisation politique et économique doivent aussi être pris en compte dans cette étude d'un Etat-nation moderne.

Ces mutations socioculturelles sont à l'origine de demandes de "dé-ethnisation" de l'Etat pour qu'il ne soit plus un Etat du peuple juif, mais un Etat de tous ses citoyens, ne serait-ce que dans ses symboles, au risque d'une déperdition des valeurs fondatrices. (Voir le cours au sujet des symboles de l'Etat d'Israël)



Bibliographie

- **PREPARATION DE COURS:**

Doris BENSIMON, Eglal ERRERA, *Israéliens, des Juifs et des Arabes*, Complexe, 1989, 539 p.

Jacques BENDELAC, *La nouvelle société israélienne*, Page après page, 2006, 287 p.

Sylvain CYPEL, *Les emmurés. La société israélienne dans l'impasse*, La Découverte, 2006, 461 p.

Frédéric ENCEL, *Atlas géopolitique d'Israël. Aspects d'une démocratie en guerre*, Autrement, 2008, 80 p.

Claude LANZMANN, "La sexagénaire jeunesse d'Israël. Des Israéliens se parlent, nous parlent", tome II, *Les Temps modernes*, N° 652-653, janvier-avril 2009

- **POUR ALLER PLUS LOIN:**

Jacques BENDELAC, *Les Arabes d'Israël. Entre intégration et rupture*, Autrement, 2008, 194 p.

Youssef COURBAGE, "Russes, Marocains, Falachas et Arabes: les peuples d'Israël", *L'Histoire*, N° 212, juillet-août 1997

Agnès BENSIMON, *Hassan II et les Juifs. Histoire d'une émigration secrète*, Seuil, 1991

Ulrika DEZE, *L'intégration des jeunes Ethiopiens juifs en Israël: Le rôle de la formation professionnelle*, Le Manuscrit, 2002, 242 p.

Alain DIEKOFF, "Israël: dualité politique et pluralisme communautaire", *Maghreb-Machrek*, N°159, janvier-mars 1998

Tidiane N'DIAYE, *Les Falachas, Nègres errants du peuple juif*, Gallimard, 2004

Naïm KATTAN, *Adieu Babylone. Mémoires d'un Juif d'Irak*, Albin Michel, 2003

Mony ELKAÏM, *Panthères noires d'Israël*, Maspero, 1972

"Identités israéliennes. Modernité et mémoire d'une nation", *Pardès*, N° 18, Editions du Cerf, 1993, 241 p.

Claude KLEIN, *Deux fois vingt ans Israël*, suivi de *vingt ans après*, Editions du Félin, 2008, 338 p.

Jean-Claude LASRY, Claude TAPIA, *Les Juifs du Maghreb. Diasporas contemporaines*, L'Harmattan, 1989

Victor MALKA, *La Mémoire brisée des Juifs du Maroc*, Entente, 1978, 126 p.

"Migrations juives et diaspora après 1948", *Yod* n°6, INALCO, 2000

Véronique POIRIER, "L'intégration des Sépharades en France et en Israël (1948-1992)", *Cahiers d'anthropologie religieuse*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1996

Amnon RUBINSTEIN et Alexandre YAKOBSON, *Israël et les nations: l'Etat-nation juif et les droits de l'homme*, PUF, 2006, 333 p.

Danielle STORPER-PEREZ, *L'intelligentsia russe en Israël: rassurante étrangeté*, Editions du CNRS, 1998, 312 p.

Anne de TINGUY, "Les Russes d'Israël, une minorité très influente", *Les Etudes du CERI*, FNSP, N°48, décembre 1998

Shmuel TRIGANO (sous la direction de), *Le Monde sépharade*, tome 1, *Histoire*, et tome 2, *Civilisation*, Seuil, Paris, 2006, 1004 p.

Shmuel TRIGANO (sous la direction de), *La fin du judaïsme en terre d'Islam*, Denoël, 2009, 509 p.

NOTIONS-CLES:

Assimilation: Renoncement à son identité d'origine et volonté d'adopter la culture du pays d'immigration en se fondant dans la société majoritaire. C'est le principe du melting-pot, expression forgée au début du XXème siècle par Israël Zangwill. (Voir le cours: "Les Juifs aux Etats-Unis). Dans le cas d'Israël, de la fusion des vagues migratoires dans un creuset, devait sortir un homme régénéré, le sabra, frayant la voie d'une société socialiste.

Intégration: Volonté de trouver sa place dans le pays d'immigration, tout en préservant sa propre identité culturelle, selon le principe "multiculturaliste" du "salad bowl" ou "saladier", appelé aussi "panier d'absorption", à l'opposé du melting-pot. Elle caractérise les Juifs des anciennes républiques soviétiques immigrés en Israël.

Marginalisation: Double refus de préserver son identité d'origine et d'adopter la culture du pays d'immigration.

Séparation: Volonté de préserver sa culture d'origine, sans souci d'intégration dans le pays d'immigration. Elle caractérise les populations juives ultra-orthodoxes du quartier de Mea Shearim à Jérusalem.

Oulpan: Cours d'hébreu organisés par les ministères israéliens de l'Intégration, de l'Education, ainsi que par l'Agence Juive, ils s'adressent aux Olims, nouveaux immigrants.



Repères chronologiques

1948:

- 14 mai: Déclaration d'indépendance d'Israël.
- 7-8 juin: les premières émeutes antijuives à Oujda et Djérada enclenchent un début d'émigration des Juifs marocains vers Israël.

1950:

- 5 juillet: la knesset vote la loi du retour qui stipule que "tout juif a le droit d'immigrer en Israël" et d'en acquérir la nationalité: 700 000 Juifs émigrent en Israël et 760 000 Palestiniens se réfugient au Liban et en Jordanie.

1959:

- Juillet: Manifestations des Juifs émigrés du Maghreb. Parties du quartier Waddi Salib à Haïfa, elles embrasent plusieurs localités.

1965:

- Crise économique et sociale: solde migratoire négatif, de nombreux Juifs choisissant de quitter Israël.

1967:

- Juin: Guerre des Six jours.

1969:

- Golda Meir, qui fut la première ambassadrice d'Israël en URSS, devient Premier ministre.

1970:

- Amendement par la knesset de la Loi du retour: il permet aux conjoints, enfants et petits-enfants non juifs d'une personne juive de pouvoir bénéficier de la nationalité israélienne.

1971

- Première vague d'immigration en Israël des Juifs soviétiques.
- Révolte des jeunes Juifs "marocains" du quartier de Musrara à Jérusalem, regroupés dans un mouvement des "panthères noires".

1977:

- Victoire électorale du Likoud.

1979:

- Révolution chiite en Iran: sur 30 000 Juifs quittant le pays, 8 000 choisissent Israël.

1984-1995:

- L'Etat d'Israël ouvre ses portes à l'immigration de 58 000 Falachas (dits Beta Israel) d'Ethiopie, par des ponts aériens: opérations Moïse (1984) et Salomon (1991).

1989-1998:

- Seconde vague d'immigration en Israël des Juifs des pays anciennement soviétiques: sur un million, trois quarts choisissent Israël.



Déroulement précis du cours

1. LES FONDEMENTS EUROPEENS D'UNE SOCIÉTÉ

1.1 Une domination ashkénaze. Jusqu'à la création d'Israël en 1948, les Européens ont dominé jusqu'à 90 % le mouvement d'immigration en Palestine, au service d'un projet politique, le sionisme, né en Europe. Le Yichouv est alors constitué aux trois quarts de Juifs européens répartis en quatre nationalités d'origine: 40% de Polonais, 12% d'Allemands, 12% de Russes et 10% de Roumains.

Ces Juifs européens ont submergé le noyau de Juifs arabes ou arabisés qui vivaient dans l'Empire ottoman avant son démantèlement, une population estimée à 24 000 personnes en 1880, soit 4, 4% d'une population majoritairement musulmane. De 1882 à 1903 et de 1904 à 1914, les premières Alyah de 25 000 et de 35 000 personnes sont issues de l'Empire russe. De 1919 à la fin du XXème siècle, sur plus de 850 000 migrants, un sur trois est d'origine russe ou soviétique.

1.2 Une immigration européenne encouragée. L'immigration européenne est favorisée par l'Agence juive en raison de la proximité de culture avec les fondateurs du sionisme, mais aussi des apports de capitaux et de savoirs indispensables à la consolidation de la colonie de peuplement. Cette politique de l'Agence juive a été prolongée par l'Etat d'Israël. C'est ce qu'illustre la phrase de Golda Meir lorsque l'immigration juive d'URSS à partir des années 1970 va contrebalancer le poids de l'immigration juive issue du Maghreb: "Enfin, de vrais Juifs reviennent en Israël à nouveau!" (cité par Youssef Courbage, Voir la bibliographie)

Cependant, la présence des Juifs européens dans la population d'Israël n'est pas proportionnelle à ces puissantes vagues d'immigration. On estime à environ 20% ceux qui sont repartis, soit vers d'autres destinations, soit vers leur pays d'origine, découragés par la rudesse de l'existence au sein d'un pays en guerre. D'autre part, le taux de fécondité de ces immigrants d'Europe est moindre que celui d'autres communautés vivant en Israël.

2. DES ARABES ISRAËLIENS MARGINALISÉS

2.1 Une démocratie protégeant ses minorités. Conformément à la résolution de l'ONU de 1947, l'Etat d'Israël protège les droits de ses minorités non juives. En 1948, la guerre a abouti à l'exode de 750 000 Palestiniens et à la marginalisation des 156 000 "Arabes israéliens" qui représentent alors 18% de la population d'Israël. L'arabe est la seconde langue officielle de l'Etat et les citoyens arabes israéliens ont un réseau scolaire séparé, des médias, une littérature, un théâtre, des tribunaux religieux compétents en matière de droit privé. Ce respect d'une culture constitue en même temps un obstacle à l'assimilation. (Voir les notions-clés) Cependant, la loi israélienne a imposé l'égalité des droits entre hommes et femmes, a interdit la polygamie, les mariages forcés et a fait émerger une élite arabe démocratique élue à l'échelon des municipalités, ainsi qu'à la Knesset. Enfin, le métissage culturel emprunte des voies multiples: celle de la traduction d'œuvres littéraires, celle de compagnies théâtrales ou d'orchestres regroupant des artistes juifs et arabes. Ainsi, en 1994, la pièce *Roméo et Juliette* interprétée en hébreu et en arabe par une troupe de Jérusalem issue des deux communautés remporte un immense succès national et international, comme une illustration prometteuse des accords d'Oslo. (Doc A) Plus profondément, les Arabes palestiniens pratiquent de plus en plus l'hébreu comme leur seconde langue et intériorisent une part de la culture juive comme faisant partie de leur existence de citoyens israéliens.

2.2 Les "cols bleus" de la périphérie. Près d'un Israélien sur quatre n'est pas juif, soit plus d'un million et demi de personnes. La plupart sont arabes, bien que, rappelons-le, il existe des Juifs arabes. En dépit de l'émergence d'élites, ces Arabes sont dans l'ensemble géographiquement et socialement marginalisés: la plupart vivent à la périphérie dans des villes et villages autonomes de la Galilée, du Néguev, ainsi que dans de grandes cités comme Jérusalem et Haïfa. Socialement, ils sont marginalisés parce qu'ils concentrent une forte proportion de "cols bleus", main-d'œuvre ouvrière, au sein d'une population active dominée par le secteur tertiaire des "cols blancs", emplois de commerces et de bureaux constitutifs des classes moyennes juives.

2.3 La nébuleuse arabe. Cette forte minorité arabe non juive, estimée à 20% de la population du pays, est elle-même composite: sur 1, 5 millions d'Arabes, 1, 2 million sont musulmans, la plupart sédentarisés dans les petites et moyennes agglomérations, en particulier dans le nord d'Israël, les autres, environ 170 000, répartis dans le sud en une trentaine de tribus bédouines. Moins de 115 000 Arabes chrétiens sont concentrés à Nazareth, Chfar'am et Haïfa et divisés entre majorité catholique et minorité orthodoxe. Enfin, plus de 100 000 Druzes dans une vingtaine de villages du nord constituent une communauté initiatique fermée dirigée par une élite mixte, les "uqqals". Monothéistes et monogames, les druzes sont soudés par la foi en la réincarnation de leurs adeptes. Loyaux envers l'Etat, leur service militaire est obligatoire depuis 1956, (Doc B) de même que celui des Circassiens, communauté particulariste de 3 000 Arabes musulmans sunnites regroupés en deux villages du nord d'Israël. Ce service militaire obligatoire dans Tshal différencie les druzes et les Circassiens des autres citoyens arabes d'Israël dont l'allégeance totale à l'Etat est mise en doute.

3 UNE FORTE DIVERSIFICATION ETHNIQUE

De 1948 à 1995, plus de 2, 5 millions de Juifs ont émigré en Israël, ce qui a empêché temporairement les minorités arabes, dont les taux de fécondité sont parfois estimés au triple de ceux des populations juives, de gagner la "bataille démographique".

3.1 L'EXODE D'UN PROLETARIAT JUIF MAROCAIN.

De 1948 à 1970, environ 900 000 Juifs ont quitté onze pays musulmans dans un espace allant du Maroc à l'Iran dont environ 500 000 vers Israël. Une grande partie des élites juives ont préféré d'autres destinations qu'Israël: près des trois-quarts des 30 000 Juifs qui ont quitté l'Iran après la révolution chiite de 1979 ont choisi les Etats-Unis et seulement 8 000 ont gagné Israël. Quant aux Juifs algériens, citoyens français depuis le décret Crémieux de 1870, ils ont choisi la France, de même que la moitié des Juifs tunisiens, ainsi qu'une élite juive marocaine francisée. Foyer principal de cette émigration des Juifs de terre d'Islam vers Israël, le Maroc concentrait la plus forte communauté juive d'Afrique du Nord.

Avant même l'indépendance du Maroc en 1956, en dépit de la protection et de l'égalité des droits que leur assurait le sultan devenu le roi Mohamed V - qu'Israël a entrepris de proclamer "Juste des nations" -, près de la moitié des 230 000 Juifs de cet ancien protectorat français ont émigré. Le signal du départ date des émeutes antijuives d'Oujda et de Djérada, les 7 et 8 juin 1948, pogrom qui se solde par la mort de 43 Juifs marocains, la plupart des victimes appartenant à la communauté de Djérada où toute la famille du rabbin Moche Cohen est massacrée. Le contexte est celui de la guerre d'indépendance d'Israël.

Cependant, l'émigration de 25 000 Juifs de Tunisie avant l'indépendance de 1956, organisée clandestinement au cours des deux premières années par le Mossad, puis officiellement par l'Agence juive, n'est pas marquée par de telles poussées de fièvre. Ce n'est pas le cas après l'indépendance de 1956. Les vagues migratoires se dirigent alors principalement vers la France dans un contexte de crises internationales: en 1961,

dans une atmosphère de pogrom due au bombardement français de Bizerte et en juin 1967 lors de la guerre des Six jours marquée à Tunis par des incendies et le sac de la synagogue.

Du Maroc, l'organisation de bienfaisance israélienne Kadima ("En avant"), basée à Casablanca, organise les départs avant d'être expulsée en 1956. A l'été 1954 et encore en décembre 1960, dans le contexte de la crise économique du secteur artisanal et de la propagande de Nasser participant à Casablanca au sommet de la Ligue arabe du 3 janvier 1961, d'autres pogroms ont éclaté dans l'ensemble du Maroc. De 1956 à 1961, l'émigration de 30 000 Juifs y est clandestinement organisée par le réseau israélien Misgeret ("structure"), sous contrôle du Mossad. Le 11 janvier 1961, le naufrage du bateau Egoz, parti de Casablanca, entraîne la noyade de 42 Juifs. Les 22 corps retrouvés ne seront rapatriés du Maroc à Jérusalem qu'en 1992.

3.2 L'EMERGENCE D'UN "SECOND ISRAËL".

Cette émigration clandestine de panique prend fin en août 1961: Hassan II, qui vient d'accéder au trône, autorise les départs de Juifs marocains munis de passeports collectifs. C'est l'opération Yakhin. De 1960 à 1965, la communauté juive marocaine passe de 164 000 à 60 000 membres, avant de se stabiliser aux alentours de 3 000 à la fin du XXème siècle. Ce sont les plus démunis qui gagnent Israël. Ceux que le sociologue marxiste Georges Friedman a appelé en 1965 le "second Israël" dans son livre *Fin du peuple juif?*

Ils y constituent la réserve de main-d'œuvre des "maabaroth" ou camps de transit, des "villes de développement", des faubourgs misérables comme le "quartier de l'Espérance" au sud de Tel-Aviv, ceux de Waddi Salib à Haïfa et de Musrara à Jérusalem qui ne sont pas sans évoquer les habitations délabrées des mellah, les quartiers juifs des agglomérations marocaines. Ces masses juives issues en majorité du monde rural des régions du centre et du sud marocain, en partie illettrées, sans formation, crispées sur des traditions patriarcales qui interdisent la vie active aux femmes se heurtent à un marché du travail saturé et aux préjugés des classes moyennes et supérieures achkénazes qui, par ailleurs, concentrent les bénéfices des réparations allemandes. Appelés les "noirs" ou les "morocco sakin", c'est-à-dire "Marocains au couteau", les Juifs issus du Maroc sont victimes de préjugés tenaces.

Ce fossé socioculturel déclenche en juillet 1959 une émeute qui gagne les agglomérations d'Asqelon, Beer Cheva, Tiberia, etc., à la suite d'une rixe entre un policier et un consommateur juif "marocain" dans un café du quartier pauvre de Waddi Salib à Haïfa. Les révoltés saccagent les symboles de l'Etat travailliste et achkénaze: le siège de la Histadrouh, la centrale syndicale, et celui du Mapai, le parti au pouvoir depuis 1948. La révolte est canalisée par l'Union des immigrants nord-africains, amortie par une reprise de la croissance économique, un ralentissement de l'immigration et par la guerre des Six jours qui, en 1967, est un dérivatif qui sauve temporairement la coalition au pouvoir dominée par les travaillistes. Cependant, dans le contexte international issu des révoltes de 1968 et de l'aide accordée par le gouvernement israélien aux migrants de l'URSS, une seconde génération de Juifs "marocains" exprime un malaise ouvertement politique. Il se traduit en 1971 par les émeutes parties du quartier délabré de Musrara à Jérusalem, ses acteurs se fédérant depuis 1970 dans un mouvement des "Panthères noires" exprimant, sur le modèle des Noirs américains, le refus de la discrimination ethnique, ainsi que l'hostilité aux colons juifs de Cisjordanie, accusés de détourner les aides sociales. A partir des années 1980, ce sont des partis politiques fondés sur des bases ethniques qui servent de vecteurs à cette contestation.

3.3 DES PARTIS ETHNIQUES, OBSTACLES A L'IDEAL PIONNIER DU MELTING-POT?

Contre l'appareil d'Etat contrôlé par les achkénazes, les sépharades, appelés *Mizrahim* ou Orientaux représentent, dès les années 1990, plus d'un Juif israélien sur trois. Ils ont finalement soutenu des partis ethniques comme l'association yéménites, l'Union sépharade ou encore le Tami fondé en 1981 par le ministre des Affaires religieuses Aharon Abuhatzera, né au Maroc, issu d'une lignée de rabbins, un parti finalement dissous dans le Likoud. Les Mizrahim ont éduqué leurs enfants dans les réseaux religieux ultra-orthodoxes. En réaction aux références laïques promues par les travaillistes, ils sont les artisans de la victoire du Likoud en 1977, bien que partisans d'une intervention sociale de l'Etat.

Fondé en 1984 à partir d'un puissant réseau associatif, scolaire et caritatif implanté dans les agglomérations de Galilée et du Néguev, le parti Chass succède au Tami. Il est dirigé par le Grand rabbin Ovadia Yossef né à Bagdad, membre des coalitions dominées tour à tour par le Likoud et par les travaillistes. C'est en tant que Grand rabbin sépharade d'Israël qu'Ovadia Yossef a reconnu en 1973 la judéité des Falachas. En 1975, le gouvernement Rabin, en les reconnaissant comme juifs, leur accorde le bénéfice de la loi du retour.

3.4 LES FALACHAS, NOUVEAUX "NOIRS" APRES LES "MAROCAINS"?

Originaires des provinces du Gondar et du Tigré au nord de l'Ethiopie, les Falachas ("exilés" de la société éthiopienne, reclus en villages) se font appeler Beta Israel ou "maison d'Israël" puis "Juifs d'Ethiopie", depuis leur émigration vers Israël en deux grands ponts aériens lors des famines qui ont accompagné les guerres civiles éthiopiennes. (Voir la chronologie) Evalués à 110 000 personnes dont 30 000 nées dans le pays, ils constituent une minorité noire au sein de la société israélienne. Dépourvus de rabbin, ignorant le Talmud et le calendrier liturgique, ainsi que, jusqu'au XXème siècle, l'hébreu, leur appartenance au judaïsme a nourri les doutes au sein de la société israélienne. Issus d'une société rurale, en grande partie illettrés, dépourvus de patronymes familiaux, contraints de s'adapter aux rites et coutumes israéliens, frappés de plein fouet par le chômage, leur marginalisation sociale en campements de mobil home à la périphérie des agglomérations, puis dans des ghettos n'est pas sans évoquer celle des Juifs "marocains" dans les années 1960 et 1970. La seconde génération commence à s'intégrer à la société israélienne grâce à une nouvelle identité composite, nourrie par la culture afro-américaine, l'apprentissage de l'hébreu dans le réseau scolaire religieux, ainsi que le service armé. En dépit d'un député élu à la knesset, (Doc C) les sentiments de racisme et de ségrégation perdurent à l'encontre des "Beta Israel", un sondage du *Jerusalem Post* de 2005 indiquant que 43% des Israéliens refusaient, pour eux ou leurs enfants, toute perspective de mariage avec un "Ethiopien". Une difficulté d'adaptation nourrie par le soupçon de l'imposture qu'exprime le film de Radu Mihaileanu, *Va, vis et deviens*, primé la même année au Festival de Berlin. Son acteur israélien, Sirak Sabahat, dix ans en 1991, a quitté l'Ethiopie avec ses parents et ses trois frères cadets dans le cadre de l'opération Salomon.

4. LA MUTATION SOCIALE ET POLITIQUE DES ANNEES 1990: L'IMMIGRATION "RUSSE".

4.1 UNE NOUVELLE ETHNICITE

UNE IMMENSE VAGUE MIGRATOIRE.

L'ouverture des frontières de l'URSS dans les années 1970 a entraîné l'émigration de 150 000 Juifs vers Israël, dans un contexte de révolte des jeunes Juifs "marocains", laissés pour compte de la société israélienne. (Voir la chronologie) Cette immigration de Juifs soviétiques n'est que le prélude de la plus forte vague migratoire qu'a connue Israël depuis sa fondation en 1948: de 1989 à 1998, plus de 750 000 Juifs de l'ex URSS y migrent, le quart restant choisissant les Etats-Unis et l'Allemagne. Cette immigration, qui précède et suit la disparition de l'URSS en 1991, est sans précédent, même si des milliers de pionniers avaient déjà quitté l'Empire russe à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle. C'est la plus importante en provenance d'un même "pays": "Une immigration d'une telle ampleur (à l'échelle de la France, cela représenterait environ huit millions de personnes) ne peut qu'avoir un immense impact sur Israël." (Anne de Tiguy. Voir la bibliographie) Elle représente le tiers de tous les migrants accueillis depuis 1948 et 85% de l'immigration depuis 1990.

Le choix d'Israël est dû aux mesures restrictives des Etats-Unis qui, en 1989, refusent les visas demandés à partir de Rome et de Vienne, villes de transit. Il est dû aussi, à partir de 1990, à l'activisme de l'Agence juive sur le territoire soviétique dont elle était jusque-là absente. Il ne s'agit donc pas d'une "immigration de panique" comparable à celle des Falachas, en dépit des résurgences de l'antisémitisme en Russie depuis novembre 1998.

UNE STRATEGIE DE L'ADAPTATION.

A l'orée du XXIème siècle, un Israélien sur sept est désormais "russe". Ces migrants venus de l'ex-URSS ne sont cependant pas tous russes. Ils ont forgé, par la langue et la sociabilité, une "nouvelle ethnicité" (Anne de Tiguy) complexe, la plupart étant déjudaïsés ou non juifs. La forte proportion de diplômés de l'enseignement supérieur, double de celle de la moyenne nationale israélienne, a entraîné, au cours des premières années, un déclassement de nombre de ces migrants, confrontés à une société israélienne en crise. Emblématique d'une stratégie d'adaptation, le médecin Oleg Schwarzburg, devenu dessinateur au *Jerusalem Post*, démontre une rapide intégration facilitée par la résorption rapide du chômage: deux ans après leur arrivée, plus du tiers de ces nouveaux migrants étaient propriétaires de leurs logements. Cette intégration sans acculturation (Voir les notions-clés) est due à la faible attraction exercée sur eux par la culture israélienne, à la prégnance de la langue russe demeurée un ferment identitaire aux dépens de l'hébreu.

4.2 LA POLITIQUE DU "PANIER D'ABSORPTION" OU LA FIN DU MELTING-POT

Des solidarités communautaires.

A partir des décennies 1970 et 1980, la politique d'assimilation laisse place à une politique d'intégration. (Voir les notions-clés) L'accueil des immigrants dans des "centres d'absorption" où des cours d'hébreu dans le cadre de l'Oulpan (Voir les notions-clés) les familiarisaient avec la culture israélienne, laisse place à la politique du "panier d'absorption" ou "salad bowl" (Voir les notions-clés): les immigrants reçoivent une somme d'argent leur permettant de survivre pendant un an, les laissant libres de choisir leur résidence, ce qui les pousse à rechercher l'entraide de proximité et donc le regroupement géographique. Ainsi, des quartiers russes sont apparus à Haïfa, Ashdod

ou Beer Cheva, suscitant des réactions de rejet xénophobe de la part d'un Israélien sur quatre selon un sondage de 1994.

Un ciment culturel.

L'usage d'une langue russe fortement hébraïsée a été porté par les médias les plus puissants dont ait disposé un groupe ethnique: dès 1990, une cinquantaine de titres de presse tirant chaque semaine à un million d'exemplaires, la télévision russe captée par satellite ou par câble, la station de radio publique *Reka* et ses douze heures quotidiennes d'émission en russe. Fondé dès 1976, *Nacha strana*, est alors le seul quotidien des immigrés. Son rédacteur en chef, l'ancien journaliste de l'agence Tass de Bakou David Kohn a immigré en Israël en 1990, quatre ans avant que *Nacha strana* prenne ses distances avec les travaillistes. Il est notamment concurrencé par *Vesti* ("Les Nouvelles") proche du Likoud, dont le rédacteur en chef est, de 1992 à 1999, Edouard Kouznetsov. Ancien refuznik et ami du Premier ministre Netanyahou, Kouznetsov a échappé à la peine de mort en URSS et passé une quinzaine d'années au goulag après une tentative de détournement d'avion en 1970.

Un rapide essor culturel se manifeste par la multiplication des écoles de musique, des orchestres, des solistes, à l'exemple du jeune pianiste Albert Memriev, arrivé en Israël en 1995, premier Prix du concours Nuova Acropolis de Madrid en 1998. Ce sont aussi des théâtres, comme le très populaire théâtre Gecher dont le directeur Evgueni Arye et les acteurs sont arrivés en Israël en 1990. S'y ajoute une production cinématographique originale, comme celle de Dover Kochachvili qui s'inspire de sa propre histoire d'immigration juive géorgienne vers Israël dans le film *No laws*, primé en 1998 à Tel-Aviv.

UNE RAPIDE ASCENSION SOCIALE.

L'adaptation de l'Etat aux exigences neuves des migrants originaires de l'ex-URSS est illustrée par l'usage de la langue russe désormais admis dans certaines épreuves préparant aux diplômes d'Etat. Depuis 1998, l'Etat finance le programme Guiladi qui prend en charge les meilleurs chercheurs, ainsi que le système des "pépinières technologiques" qui favorise la recherche appliquée au sein de technopôles réunissant des chercheurs et des industriels, favorisant l'éclosion de centaines de *start-up* cotées en bourse aux Etats-Unis, sur le modèle californien de la Silicon Valley. Ainsi, les chercheurs issus de l'ex-URSS, que l'Etat d'Israël n'a pas eu à former, ont un rôle décisif dans le lancement du nouveau satellite israélien Te'hsaft. Dès 1992, Israël a ainsi renoué avec une croissance de 3 % qui a permis d'absorber sur le marché du travail la nouvelle vague de migrants.

LE GLISSEMENT A DROITE DE LA SOCIETE ISRAELIENNE

Trois quarts des migrants ex-soviétiques sont juifs au sens de la hala'ha. Le quart restant a profité de l'amendement de 1970 à la Loi du retour (Voir la chronologie), la moitié de ces "non Juifs" ayant toutefois un père juif. Cette part des non Juifs est évaluée à environ la moitié des migrants, si l'on se place du point de vue des statistiques soviétiques puis russes qui ne tiennent pas compte des passeports falsifiés. (Anne de Tilguy) L'identité juive de la plupart de ces migrants "russes" est faible, sans dimension religieuse affirmée, en provenance d'un espace soviétique où la judéité est définie comme ethnique et non religieuse. Sans tuer la conscience d'appartenance au judaïsme, l'Etat soviétique en a entravé les expressions culturelles et cultuelles: à l'exception de Pessah célébrée par un tiers des migrants "russes", les autres fêtes religieuses, ainsi que les divers interdits sont largement ignorés, l'hebdomadaire satirique *Beseder* allant jusqu'à tourner la Cacherout en dérision.

Un Forum sioniste, fondé en 1988, abrite des dizaines d'associations russes et 45 000 membres. Lobby efficace, il se constitue en arbitre de la vie politique, pesant en 1992 en faveur de la victoire d'Itzhak Rabin. La politique du gouvernement travailliste, celle de l'Etat providence aidant à l'intégration des Olims (nouveaux immigrants) rencontre la faveur d'une population russophone que l'expérience soviétique a cependant solidement ancré dans l'anticommunisme. Dès 1996, un nouveau parti centriste "russe" Israel ba-Aliya propose l'instauration du mariage civil et la création de cimetières "laïcs". Il fournit des ministres aux coalitions de droite mais ne peut empêcher l'émergence du parti d'extrême droite Israel Beytenou, fondé depuis 1999 par l'ancien cadre du Likoud Avigdor Lieberman. (Voir le cours au sujet de la démocratie israélienne)

En guise de conclusion ouverte au débat. Pour faire contreponds aux tendances à la dislocation de la société israélienne, de nouvelles valeurs spirituelles restent à inventer, auxquelles appelait dès 1969 l'historien Saul Friedländer dans son livre *Réflexion sur l'avenir d'Israël*. Cette exigence n'a jamais été relevée dans un pays encore en lutte pour sa survie et dont les structures sociales, politiques et culturelles, ainsi que les valeurs portées par les pionniers ont été bouleversées par les plus récentes vagues migratoires.



Repères culturels

Le *Jerusalem Post* est accessible en diverses langues dont le français: <http://fr.jpost.com/>